LE PROGRAMME FACILITE EAU DE L'UNION EUROPEENNE POUR LE SENEGAL

PROGRAMME HYDRAULIQUE HYGIENE & ASSAINISSEMENT

CAPITALISATION DE L'EXPERIENCE DU PROJET

« FACILITE EAU »

Une initiative de World Vision

soutenue par l'Union Européenne.

Ce projet est financé par l'Union Européenne

République du Sénégal

World Vision

Un projet mis en œuvre par World Vision

Dans l'analyse des questions du sous développement en Afrique, une attention particulière est accordée à la problématique de l'approvisionnement des populations en eau potable tant du point de vue de l'accès que de celui de la qualité de cette ressource vitale.

Au niveau des pays subsahariens, l'eau en tant que ressource se raréfie de plus en plus infligeant aux populations des conséquences très pesantes au nombre desquelles on peut noter une faible couverture des besoins en eau potable, une persistance des maladies d'origine hydrique, des déséquilibres dans les systèmes d'hygiène et d'assainissement, un recul voire une marginalisation de certaines activités communautaires comme le maraîchage…

Face à ces contraintes, les acteurs nationaux et internationaux (les autorités étatiques, les partenaires au développement y compris les ONG et les agences de coopération, les collectivités locales, la société civile dans toute sa diversité) se sont mobilisés pour relever les défis liés à l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat, à la préservation de la qualité de l'eau fournie aux populations et à la promotion des bonnes pratiques en matière d'hygiène. En effet, considérant l'eau comme « source de vie et de mort », on s'accorde à reconnaître que la ressource est un facteur prompt à favoriser un progrès économique parce que sollicitée dans diverses fonctions de la vie sociale. Mais, elle peut également induire des problèmes sanitaires du fait de sa raréfaction ou de la mauvaise gestion de l'approvisionnement des ménages en eau de boisson au cours des différentes phases que sont la collecte, le transport et le stockage. Ainsi, toutes les composantes de la société sont concernées par cette problématique ; mais les enfants, particulièrement vulnérables, semblent être les plus affectés si on en juge par la prévalence relativement élevée des maladies d'origine hydrique en zone rurale et périurbaine, et par les déficiences observées dans les comportements et les mentalités.

Aussi, mues par une volonté commune de venir en aide au peuple sénégalais dans son ensemble et aux enfants en particulier, la Commission européenne et World Vision ont joint leurs efforts afin de contribuer à l'accélération des progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement liés à l'eau potable, à l'assainissement et à la santé...

Ce partenariat qui trouve appui sur les politiques et les stratégies existantes ainsi que sur les programmes initiés par l'Etat du Sénégal dont le PEPAM (Programme d'Eau Potable & d'Assainissement du Millénaire), traduit un réel besoin de complémentarité :

- *la Facilité ACP-UE pour l'eau dont l'objectif principal est de favoriser l'accès des pauvres à l'eau potable et à un assainissement de base, et d'améliorer la gouvernance de la gestion de l'eau dans les pays ACP, a permis de financer 175 projets, entre 2004 et 2006, pour un montant de 414,5 millions ;*
- *World Vision Sénégal – forte d'une stratégie éprouvée, d'une longue et solide expérience - a financé et réalisé, entre 1984 et 2007, 660 forages et des équipements connexes adaptés (équipement d'exhaure, système de stockage, réseau de distribution) pour un coût global d'au moins 20 000 000 millions au bénéfice de plusieurs centaines de milliers d'individus.*

Par cette option synergique, les deux organisations, à travers le projet « Facilité eau », ont développé des stratégies innovantes dans les régions de Kolda, Kaffrine, Fatick, Diourbel, Thiès et de Louga pour d'une part mettre en œuvre une parade aux maladies liées à l'eau et favoriser l'émergence de comportements appropriés par rapport à l'hygiène et à l'assainissement autant au niveau individuel qu'au niveau communautaire, et d'autre part pour enclencher une rentabilisation des infrastructures hydrauliques exploitées en tant qu'instrument communautaire de lutte contre la pauvreté.

Fort de cette vision holistique, le projet a développé, au niveau des écoles rurales, diverses activités qui touchent essentiellement l'enfant en tant que sujet vulnérable, mais également en tant qu'agent de changement durable devant bénéficier d'une protection, jouir d'une bonne santé, recevoir une alimentation équilibrée, se développer spirituellement afin de participer efficacement à la réalisation des projets sociaux.

En outre, grâce à un partenariat dynamique et fécond noué avec les collectivités locales, les services déconcentrés de l'Etat, les entreprises privées et la société civile, le projet ''Facilité eau de l'Union européenne'' a mis en application une approche de facilitation pour améliorer le niveau d'accès à l'eau potable, susciter un engagement communautaire autour d'activités économiques telles que le maraîchage, induire un changement de comportement en matière d'hygiène et d'assainissement au niveau individuel et au niveau des espaces communautaires comme les marchés hebdomadaires et les écoles primaires.

Il s'agit pour World Vision, à travers ce support de communication, de capitaliser les expériences innovantes du projet ''Facilité eau'' et d'en faire un large partage avec les décideurs et l'ensemble des autres acteurs impliqués dans la recherche de solutions à la problématique de l'eau potable au niveau national, dans la perspective d'un plaidoyer.

Cette initiative vise essentiellement la pérennisation des résultats significatifs acquis dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet afin d'en favoriser l'appropriation des stratégies et des initiatives par les différents acteurs y compris l'Etat, les collectivités locales et la société civile.

Il serait dès lors très opportun de généraliser la mise en application de ces expériences au niveau des programmes de développement régionaux de World Vision Sénégal, d'en faire la promotion auprès des autres acteurs au développement et de susciter l'ancrage communautaire des nouveaux comportements développés.

Carmel NDIONE
Chef du projet "Facilité eau"

Le projet a aussi créé des conditions propices pour susciter un engagement communautaire, à partir d'une approche de facilitation qui a mis l'accent sur la formation des acteurs, la communication pour le changement de comportement et, le renforcement des rôles et responsabilités des communautés.
Dans le village de Ndérep, situé au cœur du Baol, cette conscience communautaire est très perceptible avec l'existence d'une ASUFOR qui est bien structurée. Elle dispose d'un bureau dynamique qui se réunit une fois par moT avec une mo9ivation de 1000 F CFéalisationois L4f.espon Bao Tc0.08(.)T5cas.6(en'a0.0001 Tc7 Twéf)T:alisationois L2-q

UNION DES ASUFOR DE BIRKILANE

La mise en place de plateformes et de structures faîtières a été utilisée comme stratégie pour mettre en relation les ASUFOR et créer des réseaux pouvant servir de fer de lance au plaidoyer, mutualiser les ressources locales et mettre en cohérence les projets hydrauliques à l'échelle communautaire.
L'équipe du projet en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés a facilité la mise sur pied dans sa zone d'intervention de coalitions d'OCB porteuses de changement.
Cette union polarise huit (08) ASUFOR disséminées dans le programme de développement régional Nguer.

Le projet a appuyé l'union dans la réalisation de 11 km 990 d'adduction d'eau potable pour 10 villages. Pour faire cette réalisation, l'union a mobilisé une contribution locale qui a permis de mettre en œuvre un partenariat équitable, gage de durabilité du projet.
En effet, en injectant leurs propres ressources dans le projet, les communautés se sont senties valorisées et responsabilisées.
A cela s'ajoute la capacitation des ASUFOR, utilisées comme stratégie d'habilitation communautaire et de mise en œuvre d'un plaidoyer pour une mobilisation et une éducation communautaires.

COMPOSANTE HYGIENE & ASSAINISSEMENT

Il est établi aujourd'hui, de manière indéniable, qu'il y a une relation ferme entre la qualité de l'éducation et, l'environnement scolaire et périscolaire.

En effet, dans le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF), document de référence du système éducatif sénégalais, un accent particulier est mis sur la qualité en tant que facteur de réalisation de performances scolaires et de création d'un cadre scolaire favorable à l'éducation citoyenne et la mobilisation populaire.

La contribution du projet a été de favoriser une mobilisation consciente et citoyenne chez tous les acteurs du système éducatif afin d'améliorer les conditions d'hygiène et l'assainissement dans l'environnement scolaire.

Pour mémoire, la sous-composante scolaire du projet vise :

- l'amélioration de l'environnement scolaire par la construction de latrines ;
- l'introduction de l'Education aux compétences de vie courante en rapport avec l'hygiène et l'assainissement, la gestion de l'environnement, les droits de l'enfant, la santé et la nutrition, le VIH /SIDA et la familiarisation à la technique avancée d'irrigation au goutte-à-goutte comme support pédagogique dans quatre (04) écoles pilotes.

A cet égard, le dispositif d'encadrement des écoles primaires, les enseignants et les APE (Association des

LA FONDATION D'UN PARTENARIAT DYNAMIQUE

EN TANT QUE LEVIER SOUTENANT TOUTES LES APPROCHES DU PROJET

En adoptant une stratégie de facilitation, le projet a construit tous ses acquis sur la base d'un partenariat avec un accent particulier mis sur la concertation entre les acteurs, le lobbying, le réseautage et la mise en œuvre de synergies dans l'application des idées retenues.
Ainsi, dès le démarrage du projet, une sensibilisation a été déclenchée dans toute la zone d'intervention pour identifier les partenaires et cerner les domaines de collaboration possibles. Ce qui a permis au projet de mettre en place un groupe de partenaires qu'il a sollicité durant toute son intervention. Dans ce groupe, on identifie les OCB, les services déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales, les ONG, les bureaux d'études et les programmes de développement régionaux de World Vision Sénégal. Pour faire fonctionner ce partenariat, des protocoles d'accord et des conventions ont été signés pour servir de cadre organique et opérationnel.
Ce partenariat a beaucoup contribué à l'atteinte des résultats actuels sur un espace d'intervention très large et avec un personnel très réduit.

LES DIVISIONS REGIONALES DE L'HYDRAULIQUE (DRH)

Elles étaient chargées du suivi et contrôle, de la formation des acteurs et de la réception des travaux hydrauliques. Le DRH de Thiès - qui a été interviewé - apprécie positivement le projet car tous les engagements ont été respectés comme l'attestent les extensions de réseaux d'adduction d'eau potable dans les communautés rurales de Pékesse, de Thilmakha, de Niakhène et de Méouane.
Le partenariat est très bon et la stratégie du faire faire est respectée par le projet qui a impliqué les services techniques compétents.

LES COLLECTIVITES LOCALES

Dans la zone de Méckhé, le projet a favorisé le partenariat avec les collectivités locales pour améliorer le niveau d'accès à l'eau potable. Cette stratégie a consisté à faire un plaidoyer pour que les élus locaux intègrent dans leur budget le volet « adduction d'eau potable» et participent aux stratégies de mobilisation communautaire en vue de libérer les contributions des populations.
Un travail notoire a été fait avec le conseil rural de Thilmakha entre autres pour vérifier les capacités de ladite collectivité locale à participer à la mise en œuvre des politiques d'hydraulique rurale au niveau communautaire.
Dans ce domaine, le conseil rural de Thilmakha a largement contribué à la mise en œuvre du projet "Facilité eau" au niveau de sa zone, notamment par le financement intégral de la réalisation des fouilles, de la pose des canalisations du réseau AEP (adduction d'eau potable) et de la construction des bornes-fontaines.
Pour cela, ledit conseil rural avait diminué le budget de fonctionnement et augmenté en conséquence le budget d'investissement par le moyen d'un transfert inter rubrique.
Il faut également noter qu'une participation communautaire de 250 00 francs CFA par village à raccorder au réseau hydraulique a été mobilisée et gérée par le Conseil rural. Ainsi, le projet "Facilité eau de l'Union européenne" a financé les tuyaux PVC et leur transport ainsi que les pièces de raccordement (ventouses, vannes, coudes…).

Dans cette communauté rurale, tous les villages ont été connectés au réseau d'adduction d'eau potable, ce qui constitue un résultat très flatteur pour le projet.

LES RADIOS (RTS ET MEDIAS COMMUNAUTAIRES)

A côté de la communication de proximité, le projet avait également opté pour une communication de masse afin de toucher un public plus large.
C'est dans ce sens qu'un plan de communication a été élaboré et des contrats de prestations de services signés avec les radios communautaires « Bamtaaré FM » de Vélingara, « Tewdu FM » de Diaobé et la RTS (antennes de Kolda, de Kaolack et de Fatick) pour la réalisation et la diffusion d'émissions radiophoniques. Ces médias ont produit et effectivement diffusé, sur la base d'un plan d'actions trimestriel, des émissions interactives en studio ou décentralisées en mode différé à la suite de reportages effectués sur le terrain. Des thématiques variées ont été développées suivant des formats insérés dans une logique interactive et consistant à aménager des espaces de communication pour tous les acteurs. Entres autres thématiques, on peut citer la vulgarisation de comportements clés en matière d'hygiène et d'assainissement, les moyens de rentabilisation des forages avec des activités agricoles étudiées de manière à réduire la consommation en eau, la diffusion de techniques de traitement de l'eau, le lancement de messages portant sur les droits humains notamment ceux des enfants, les stratégies d'amélioration et de récupération nutritionnelles, et la valorisation de pratiques locales prometteuses. Les services techniques déconcentrés, les collectivités locales, les ASUFOR, les exploitants maraîchers, les programmes régionaux de World Vision Sénégal et les facilitateurs communautaires constituent les principales personnes ressources conviées à ces émissions coordonnées par les points focaux du projet au niveau des zones de Vélingara, Kolda, Kaffrine et de Fatick.

LES INSPECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EDUCATION (IDEN)

Soucieux de l'importance de l'éducation dans l'épanouissement de l'enfant et conscient de la technicité de ce domaine qui fait appel à une certaine expertise, le projet "Facilité Eau de l'Union européenne" avait formalisé un partenariat avec les IDEN de Kaffrine, Fatick, Bambey, Koungheul, Malem Hoddar, Birkilane, Tivaouane et Vélingara couvrant ainsi la quasi-totalité de la zone d'intervention. Dans chacune des IDEN, a été désigné un point focal - qui se trouve être un Inspecteur - pour jouer le rôle d'interface avec le projet "Facilité eau".

Les IDEN, sous la responsabilité des points focaux, étaient dès lors chargées de :

- élaborer et de valider les outils de formation et de suivi ;
- assurer la formation des Maîtres, des Directeurs d'école et Directeurs-conseil;
- mobiliser tous les partenaires autour du programme en milieu scolaire ;
- suivre et d'appuyer les enseignants et les élèves dans les activités d'enseignement/apprentissage ;
- évaluer la gestion des modules, leurs effets et impacts au niveau de l'école et dans le milieu ;
- mener des activités de Recherche/Action et produire des outils didactiques en rapport avec les modules ciblés.

En termes d'enseignements capitalisés par le projet, il faut signaler la nécessité d'intégrer de manière intentionnelle et consensuelle l'amélioration des services sociaux de base dans les programmes scolaires afin d'influencer les comportements des enfants.

Le projet a facilité la mutualisation des idées des spécialistes de l'éducation, à travers des groupes de réflexion, pour une traduction pédagogique des comportements de vie courante et l'élaboration d'un livret devant servir de support didactique aux maîtres.

LES BRIGADES D'HYGIENE

Le partenariat le service d'hygiène se rapporte à la composante hygiène et assainissement du projet. Ainsi, les brigades d'hygiène sont consultées en amont et en aval pour la mise en œuvre de toutes les activités tombant dans leur domaine de compétence. A ce titre, elles ont apporté leur contribution dans l'évaluation à mi-parcours du projet, au suivi des indicateurs, dans la mise en place des comités villageois chargé du suivi de la construction des latrines familiales.

Elles ont également participé aux sessions d'information et de sensibilisation des bénéficiaires (élèves, enseignants et ménages) sur l'entretien et la gestion adéquate des latrines scolaires. Les brigades d'hygiène ont en outre été associées à l'implantation des latrines familiales et donc à l'identification des emplacements les plus appropriés dans le strict respect des normes en vigueur.

Enfin, elles ont contribué à mieux faire connaître le projet "Facilité Eau de l'Union européenne" auprès des communautés villageoises bénéficiaires et des écoles primaires.

Dans cette activité, le projet a démontré qu'il faut plutôt privilégier la sensibilisation et la conscientisation en amont à la répression pratiquée en aval.

Il est évident que dotées de compétences appropriées et de moyens suffisants, les brigades d'hygiène peuvent jouer un très important et inestimable rôle dans la conscientisation et l'éducation des populations avec la perspective d'induire un changement de comportements au niveau individuel et collectif.

LA CARITAS

Cette ONG a réalisé 10 km d'adduction d'eau potable financés par le projet dans la région de Kaffrine.

Son expérience dans le domaine de l'hydraulique rurale a été mise à profit par le projet, dans le sens d'un partenariat inter-ONG.

Par ailleurs, le projet a équipé un certain nombre de forages réalisés par la CARITAS, à l'image de celui de Dagaye Gouye dans la communauté rurale de Kathiotte / Région de Kaffrine. Ce type de partenariat montre que la concertation entre ONG est un facteur non négligeable pour améliorer la qualité des services sociaux.

LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE & HORTICOLE (CFPH) DE CAMBERENE

Pour inculquer aux exploitants maraîchers des aptitudes techniques en un temps record, le projet "Facilité Eau de l'Union européenne" a fait appel aux professionnels du Centre de Formation Professionnelle et Horticole de Cambérène (CFPH).

Ainsi, des actions concrètes à mener quotidiennement ont été identifiées pour installer chez les producteurs le réflexe du sens de la culture maraîchère, du développement et d'implication dans des actions constructives au bénéfice de la communauté.

C'est ainsi, qu'à côté des activités théoriques, plusieurs procédés manuels ont été mis en place avec une série d'activités afin de placer les producteurs dans des conditions d'apprentissage réel : une façon de mettre en exergue la prééminence de l'agir chez le producteur dans une grande perspective d'autonomie.

En dehors des compétences techniques acquises par les maraîchers, le CFPH avait également préparé les cibles devant assumer un rôle démultiplicateur dans leurs périmètres respectifs.

Le partenariat développé avec le CFPH de Cambérène a donné l'occasion à l'envoi annuel de stagiaires par ledit Centre au niveau des différents périmètres maraîchers installés avec l'appui du projet "Facilité Eau de l'Union européenne".

LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT REGIONAUX DE WORLD VISION

Le projet "Facilité eau de l'Union européenne" vient en appui auxdits programmes de développement mis en place par World Vision dans le cadre de son intervention au Sénégal. Il s'agit pour le projet d'apporter un appoint dans la définition des stratégies, la mobilisation des ressources (finances, acteurs, matériel) et dans la mise en ?uvre des activités axées sur l'hydraulique rurale, la promotion de l'hygiène, l'6ssainisrement et sur l'amélioration du cadre de

UNION EUROPÉENNE